

Je ne peux blâmer personne. Tout ce que je veux dire, c'est qu'il serait plus facile de venir à bout de certains problèmes que connaît actuellement l'Amérique latine si Cuba était réintégrée au sein de la famille que forment les nations de cet hémisphère.

Les problèmes ne sont certes pas faciles à surmonter. Trop de gens influents sur ce continent gardent personnellement des souvenirs amers d'un passé chargé. Les perceptions et les préjugés sont profondément enracinés. Je refuse malgré tout de croire que ces problèmes sont insurmontables.

Le Canada est un pays développé qui jouit d'un prestige unique parmi les pays en développement. Nous avons besoin de mettre davantage à profit cette position. L'an dernier, j'ai demandé que l'on accorde au Canada le statut d'"invité" à la réunion du Mouvement des pays non alignés. J'ai saisi l'occasion pour poursuivre une idée proposée conjointement par l'Inde, l'Égypte, le Venezuela, le Sénégal et la Yougoslavie, qui demandaient une reprise du dialogue entre les pays industrialisés et les pays en développement.

Nous avons besoin d'un nouveau type de dialogue - un dialogue pragmatique, réaliste - loin des spots et non entravé par des délais artificiels.

Les pays en développement se dégagent des idéologies qui ne donnent aucun résultat. Ils reconnaissent que tout problème sérieux nécessite un effort commun. Qu'imputer la faute à d'autres n'est pas une solution et qu'il faut édifier de vraies associations.

Pareillement, les pays industrialisés sortent de leur dédaigneux isolement. Ils se rendent compte que les problèmes des pays en développement sont également les leurs. Qu'une attitude de laissez-aller à l'égard de l'avenir de cette planète est entièrement négative. Enfin, que de nouvelles associations sont nécessaires.

Pour le Canada, cet hémisphère est le lieu tout désigné pour commencer à former de telles associations - sur les plans bilatéral et multilatéral. Les possibilités sont grandes. Les défis aussi. Sans parler de notre responsabilité.

Mikhail Gorbatchev a lancé un appel en faveur d'une "maison commune européenne". Il est temps à mon avis que nous commencions, en Amérique du Nord, à penser et à agir en fonction d'une "maison commune" à tous les États de l'hémisphère. Pendant trop longtemps, les Canadiens ont considéré cet hémisphère comme une simple demeure; il est temps à présent que nous en fassions notre maison. C'est le défi qui se pose à nous. C'est le but de notre politique.